

N° 5
Juin
2026

GÉOPORO

ISSN : 3005-2165

Revue de Géographie du PORO



Département de Géographie
Université Péléforo Gon Coulibaly

www.geoporo.net

Indexations



<https://sjifactor.com/passport.php?id=23980>

SJIF 2025 : 5.325



<https://reseau-mirabel.info/revue/21571/Geoporo>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/947477>



<https://portal.issn.org/resource/ISSN/3005-2165>

COMITE DE PUBLICATION ET DE RÉDACTION

Directeur de publication :

KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara

Rédacteur en chef :

TAPE Sophie Pulchérie, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY

Membres du secrétariat :

- KONAN Hyacinthe, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY
- Dr DIOBO Kpaka Sabine, Maître de Conférences, Université Peleforo GON COULIBALY
- SIYALI Wanlo Innocents, Maître-assistant en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY
- COULIBALY Moussa, Maître-assistant en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY
- DOSSO Ismaïla, Maître-assistant en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY

COMITE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

1. KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
2. YAPI-DIAHOU Alphonse, Professeur Titulaire de Géographie, Université Paris 8 (France)
3. ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, Directeur de Recherches en Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
4. VISSIN Expédit Wilfrid, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
5. ANOH Kouassi Paul, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix -Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
6. DIPAMA Jean Marie, Professeur Titulaire de Géographie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
7. Sylvain BIGOT, Professeur, Université Grenoble Alpes et Chercheur à l'institut des Géosciences de l'Environnement (France)
8. EDINAM Kola, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Lomé (Togo)
9. BIKPO-KOFFIE Céline Yolande, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
10. GIBIGAYE Moussa, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
11. VIGNINOUS Toussaint, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

12. ASSI-KAUDJHIS Joseph, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
13. -SOKEMAWU Koudzo, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Lomé (Togo)
14. -MENGHO Maurice Boniface, Professeur Titulaire, Université de Brazzaville (République du Congo)
15. -NASSA Dadié Désiré Axel, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
16. BROU Yao Telesphore, Professeur, Université de la Réunion (France)
17. -KISSIRA Aboubakar, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Parakou (Benin)
18. KABLAN Hassy N'guessan Joseph, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët- Boigny, (Côte d'Ivoire)
19. VISSOH Sylvain, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
20. DIBI-ANOAH Pauline, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët- Boigny, (Côte d'Ivoire)
21. LOBA Akou Franck Valérie, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët- Boigny, (Côte d'Ivoire)
22. MOUNDZA Patrice, Professeur Titulaire de Géographie, Université Marien N'Gouabi (Congo)
23. Jürgen RUNGE, Professeur titulaire de Géographie physique et Géoécologie, Goethe-University Frankfurt Am Main (Allemagne)
24. YANOGO Pawendkissgou Isidore, Professeur Titulaire de Géographie, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

COMITE DE LECTURE INTERNATIONALE

1. KOFFI Simplicie Yao, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
2. Sandra ROME, Maître de Conférences, Université Grenoble Alpes (France)
3. KOFFI Yeboué Stephane Koissy, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
4. KOUADIO Nanan Kouamé Félix, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire),
5. KRA Kouadio Joseph, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire),
6. TAPE Sophie Pulchérie, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
7. ZOUHOULA Bi Marie Richard Nicetas, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
8. ALLA kouadio Augustin, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
9. DINDJI Médé Roger, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
10. DIOBO Kpaka Sabine Epse Doudou, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
11. KOFFI Lath Franck Eric, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

12. KONAN Hyacinthe, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
13. KOUDOU Dogbo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
14. SILUE Pebanangnanan David, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
15. FOFANA Lancina, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
16. GOGOUA Gbamain Franck, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
17. ASSOUMAN Serge Fidèle, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
18. DAGNOGO Foussata, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
19. KAMBIRE Sambu, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
20. KONATE Djibril, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
21. ASSUE Yao Jean Aimé, Maitre de Conférences en Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
22. GNELE José Edgard, Maitre de conférences en Géographie, université de Parakou (Benin)
23. KOFFI Yao Jean Julius, Maitre de Conférences, Université Alassane Ouattara, (Côte d'Ivoire)
24. -MAFOU Kouassi Combo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
25. SODORE Abdoul Azise, Maître de Conférences en Géographie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
26. ADJAKPA Tchékpo Théodore, Maître de Conférences en Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
27. BOKO Nouvewa Patrice Maximilien, Maitre de Conférences en Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
28. YAO Kouassi Ernest, Maitre de Conférences en Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
29. RACHAD Kolawolé F.M. ALI, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
30. DIOMANDE Gondo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

1. Le manuscrit

Le manuscrit doit respecter la structuration habituelle du texte scientifique : **Titre** (en français et en anglais), **Coordonnées de(s) auteur(s)**, **Résumé et mots-clés** (en français et en anglais), **Introduction** (Problématique ; Objectif(s) et Intérêt de l'étude compris) ; **Outils et Méthodes** ; **Résultats** ; **Discussion** ; **Conclusion** ; **Références bibliographiques**. **Le nombre de pages du projet d'article** (texte rédigé dans le logiciel Word, Book Antiqua, taille 11, interligne 1 et justifié) **ne doit pas excéder 15**. Écrire les noms scientifiques et les mots empruntés à d'autres langues que celle de l'article en italique. En dehors du titre de l'article qui est en caractère majuscule, tous les autres titres doivent être écrits en minuscule et en gras (Résumé, Mots-clés, Introduction, Résultats, Discussion, Conclusion, Références bibliographiques). Toutes les pages du manuscrit doivent être numérotées en continu. Les notes infrapaginales sont à proscrire.

Nota Bene :

-Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article.

-Tous les nom et prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans les références bibliographiques.

-La pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 16 ou p. 2-45, par exemple et non pp. 2-45.

-En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.

-Eviter de faire des retraits au moment de débiter les paragraphes.

-Plan : Titre, Coordonnées de(s) auteur(s), Résumé, Introduction, Outils et méthode, Résultats, Discussion, Conclusion, Références Bibliographiques.

-L'année et le numéro de page doivent accompagner impérativement un auteur cité dans le texte (Introduction – Méthodologie – Résultats – Discussion). Exemple : S. Y. KOFFI *et al.* (2023, p35), (B. M. R. N. ZOUHOULA, 2021, p7).

1.1. Le titre

Il doit être explicite, concis (16 mots au maximum) et rédigé en français et en anglais (Book Antiqua, taille 12, Lettres capitales, Gras et Centré avec un espace de 12 pts après le titre).

1.2. Le(s) auteur(s)

Le(s) NOM (s) et Prénom(s) de l'auteur ou des auteurs sont en gras, en taille 10 et aligner) gauche, tandis que le nom de l'institution d'attache, l'adresse électronique et le numéro de téléphone de l'auteur de correspondance doivent apparaître en italique, taille 10 et aligner à gauche.

1.3. Le résumé

Il doit être en français (250 mots maximum) et en anglais. Les mots-clés et les keywords sont aussi au nombre de cinq. Le résumé, en taille 10 et justifié, doit synthétiser le contenu de l'article. Il doit comprendre le contexte d'étude, le problème, l'objectif général, la méthodologie et les principaux résultats.

1.4. L'introduction

Elle doit situer le contexte dans lequel l'étude a été réalisée et présenter son intérêt scientifique ou socio-économique.

L'appel des auteurs dans l'introduction doit se faire de la manière suivante :

-Pour un seul auteur : (B. M. R. N. ZOUHOULA, 2021, p7) ou B. M. R. N. ZOUHOULA (2021, p7)

-Pour deux (02) auteurs : (K. S. DIOBO et S. P. TAPE, 2018, p202) ou K. S. DIOBO et S. P. TAPE (2018, p202)

-Pour plus de deux auteurs : (S. Y. KOFFI *et al.*, 2023, p35) ou S. Y. KOFFI *et al.* (2023, p35)

Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié.

1.5. Outils et méthodes

L'auteur expose l'approche méthodologique adoptée pour l'atteinte des résultats. Il présentera donc les outils utilisés, la technique d'échantillonnage, la ou les méthode(s) de collectes des données quantitatives et qualitatives. Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié.

1.6. Résultats

L'auteur expose les résultats de ses travaux de recherche issus de la méthodologie annoncée dans "Outils et méthodes" (pas les résultats d'autres chercheurs).

Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau, premier titre (Book antiqua, Taille 11 en gras), 1.1. Deuxième niveau (Book antiqua, Taille 11 gras italique), 1.1.1. Troisième niveau (Book antiqua, Taille 11 italique). Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié.

1.7. Discussion

Elle est placée avant la conclusion. Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié. L'appel des auteurs dans la discussion doit se faire de la manière suivante :

-Pour un auteur : (B. M. R. N. ZOUHOULA, 2021, p7) ou B. M. R. N. ZOUHOULA (2021, p7)

-Pour deux (02) auteurs : (K. S. DIOBO et S. P. TAPE, 2018, p202) ou K. S. DIOBO et S. P. TAPE (2018, p202)

-Pour plus de deux auteurs : (S. Y. KOFFI *et al.*, 2023, p35) ou S. Y. KOFFI *et al.* (2023, p35)

1.8. Conclusion

Elle doit être concise et faire le point des principaux résultats. Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié.

1.9. Références bibliographiques

Elles sont présentées en taille 10, justifié et par ordre alphabétique des noms d'auteur et ne doivent pas excéder 15. Le texte doit être justifié. Les références bibliographiques doivent être présentées sous le format suivant :

Pour les ouvrages et rapports : AMIN Samir, 1996, Les défis de la mondialisation, Paris, L'Harmattan.

Pour les articles scientifiques, thèses et mémoires : TAPE Sophie Pulchérie, 2019, « *Festivals culturels et développement du tourisme à Adiaké en Côte d'Ivoire* », Revue de Géographie BenGéO, Bénin, 26, pp.165-196.

Pour les articles en ligne : TOHOZIN Coovi Aimé Bernadin et DOSSOU Gbedegbé Odile, 2015 : « *Utilisation du Système d'Information Géographique pour la restructuration du Sud-Est de la ville de Porto-Novo, Bénin* », Afrique Science, Vol. 11, N°3, <http://www.afriquescience.info/document.php?id=4687>. ISSN 1813-548X, consulté le 10 janvier 2023 à 16h.

Les noms et prénoms des auteurs doivent être écrits entièrement.

2. Les illustrations

Les tableaux, les figures (carte et graphique), les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis (centré), placé en-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). La source (centrée) est indiquée en-dessous du titre de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : i. Annoncés, ii. Insérés, iii. Commentés dans le corps du texte. Les cartes doivent impérativement porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle. Le manuscrit doit comporter impérativement au moins une carte (Carte de localisation du secteur d'étude).

Indexations



<https://sjifactor.com/passport.php?id=23980>

SJIF 2025 : 5.325



<https://reseau-mirabel.info/revue/21571/Geoporo>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/347477>



<https://portal.issn.org/resource/ISSN/3005-2165>

SOMMAIRE

1	<u>ANALYSE STATISTIQUE DES PARAMETRES MORPHOMETRIQUES DU BASSIN ET SOUS-BASSINS VERSANTS DE LA LOEME AU SUD-OUEST DE LA REPUBLIQUE DU CONGO</u> NGOUALA MABONZO Médard N° Page : 1-13
2	<u>DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET BESOINS EN EAU POTABLE DANS LA COMMUNE D'ALLADA</u> NGOUALA MABONZO Médard N° Page : 14-27
3	<u>SYSTÈMES D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (SIG) ET ACTIVITÉS DE DURABILITÉ POUR LA PRÉSERVATION DES ZONES ET/OU AIRES PROTÉGÉES DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE CACAO (SACO) AUPRÈS DE SES COOPÉRATIVES</u> ZOMBO Jean Philippe N° Page : 28-39
4	<u>INCIDENCES DE LA DISPARITE DE L'OFFRE DE TRANSPORT SUR LA MOBILITE ENTRE LES COMMUNES DE THIONCK-ESSYL ET DE SANTHIABA MANJAQUE (REGION DE ZIGUINCHOR, SUD-OUEST DU SENEGAL)</u> COLY Roger, NDOUR Salemond, SENE Abdourahmane Mbade N° Page : 40-55
5	<u>POLITIQUES URBAINES ET EQUIPEMENT DE LA VILLE DE VAVOUA AU CENTRE OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE</u> ASSANGBE Clarisse YAO Kouassi Ernest N° Page : 56-70
6	<u>VOLS DE MOTO DANS LA VILLE DE TOUMODI : ENJEUX, DÉFIS ET PERSPECTIVES</u> AFFORO Guy Matthieu Ettien, N'GUETTA Yah Edwige Bénédicte épouse GBOKO, SYLLA Makémisa, KOFFI Brou Émile N° Page : 71-83
7	<u>RYTHME CLIMATIQUE ET EVOLUTION DES MALADIES LIEES A L'EAU A PARAKOU</u> AHODJIDE Soulémane, KOMBIENI M. Frédéric, VODOUNOU K. Jean-Bosco N° Page : 84-100
8	<u>EXPLOITATION DU BOIS-ÉNERGIE ET VULNÉRABILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES DE SAVANE DANS LA COMMUNE DE OUAHIGOUYA AU NORD DU BURKINA FASO</u> OUOBA Pounyala Awa N° Page : 84-113
9	<u>IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LA BIOMASSE DANS LA RESERVE DE BIOSPHERE DE GADABEDJI AU CENTRE SUD DU NIGER</u> IBRAHIM MOUSSA Saidou, MAHAMADOU MOUDI Rachid, SOULEY Kabirou N° Page : 114-124
10	<u>VARIABILITÉ PLUVIOMÉTRIQUE ET PRODUCTION DE LA MANGUE DANS LE DÉPARTEMENT DE FERKESSÉDOUGOU (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> SILUE Wongnigue, ASSEMIAN Assiè Emile, KOFFI Kan Alexis N° Page : 125-138
11	<u>DYNAMIQUE DES PARCOURS DE LA ZONE PASTORALE DE NIISSA AU BURKINA FASO</u> ZONGO Abdoul Rasmané, YARGA Hahadoubouga Paul, KOLLOGO Philippe, OUÉDRAOGO Lucien, YAMÉOGO Lassane N° Page : 139-153

12	<u>DISTRIBUTION ECOLOGIQUE DE VITEX DONIANA (SWEET) ET PRESSIONS ANTHROPIQUES DANS LA BASSE VALLEE DE L'OUEME AU SUD EST DU BENIN</u> PANOUMASSI MINNAHI CAROL WESLEY, ODJOUBERE JULES N° Page : 154-168
13	<u>TENDANCES DES TEMPERATURES ET DES PLUIES EXTREMES EN AFRIQUE DE L'OUEST : CAS DE LA STATION SYNOPTIQUE DE LOME, GRAND LOME, TOGO</u> Kossi KOMI N° Page : 169-179
14	<u>SYSTEME DE REGULATION DU FONCIER DANS LA COMMUNE URBAINE DE BIRNI N'GAOURE (REGION DE DOSSO)</u> HASSANE SALEY Alimatou, DAMBO Lawali, ANDRES Ludovic N° Page : 180-192
15	<u>CONTRIBUTION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA REALISATION DES AMENAGEMENTS HYDROAGRIQUES ET LEUR ACCES A LA TERRE : CAS DE LA COMMUNE RURALE DE KAMBILA, CERCLE DE KATI, AU MALI</u> Antoinette AKPLOGAN, Modibo Zoumana COULIBALY, Bagara Z. COULYBALY N° Page : 193-206
16	<u>IMPACTS DES PRATIQUES AGROPASTORALES SUR LA QUALITÉ DES RESSOURCES EN EAU DE LA COMMUNE DE QUINHI</u> GANDJI Gbènançon Constantin, OGOUWALE Romaric, YABI Ibouaïma N° Page : 207-221
17	<u>LES DÉTERMINANTS DE LA DÉPÉDITION SCOLAIRE DANS LA SOUS PRÉFECTURES DE DABOU</u> One Enoc GUEDE N° Page : 222-236
18	<u>OBSTACLES À LA CULTURE NUMÉRIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES DE LA VILLE DE YAMOOUSSOUKRO (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> KOFFI Yao Julien N° Page : 237-250
19	<u>LE ROBINET, UN COMMUN À GÉRER DANS LES CÉLIBATORIUM DE LA VILLE DE KOUDOUGOU (BURKINA FASO)</u> Abdoul Karim BAZIE N° Page : 251-259
20	<u>ANALYSE DE CORRELATION ENTRE L'ANTHROPISATION DES SOLS ET LA VARIABILITE CLIMATIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE JACQUEVILLE</u> ZONKOUAN- KOUAME Badjo Ruth Virginia N° Page : 260-270
21	<u>CROISSANCE DE L'ÉGLISE VASES D'HONNEUR À ABIDJAN : ENTRE TERRITOIRES, RÉSEAUX ET STRATÉGIES D'EXPANSION</u> YAO Adou Yao Emmanuel, NASSA Dabié Désiré Axel N° Page : 271-286
22	<u>CONTRASTES GRANULOMETRIQUES ET RESILIENCE COTIERE ENTRE MBOUR ET DJIFFER (PETITE-COTE, SENEGAL)</u> Djiby YADE, Mamadou THIOR, Tidiane SANE, Ibra FAYE, El hadji Balla Dieye N° Page : 287-302
23	<u>PERMANENCES ET DIVERSITES RITUELLES DU POST-PARTUM EN COTE D'IVOIRE : ÉTUDE COMPARATIVE CHEZ LES PEUPLES SENOULO, EBRIE ET BAOULE</u>

	Aya Larissa Clotilde N'GUESSAN, Boua André AOUA, Yao Jean-Aimé ASSUE N° Page : 303-313
24	<u>CRISES CLIMATIQUES ET STRATEGIES DE RESILIENCE DES PRODUCTEURS PAR LES VARIETES A CYCLE COURT DANS LE POLE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE 5 (BENIN)</u> Guy Cossi WOKOU N° Page : 314-328
25	<u>PROFIL EPIDEMIOLOGIQUE ET CHOIX THERAPEUTIQUES LIES AUX PRATIQUES MECANIQUES CHEZ LES REPARATEURS AUTO-MOTO A KORHOGO</u> Faustin GUEI, YEDONOU GBO Brou Emmanuel, Didier Kouamé KONAN, Émile Brou KOFFI N° Page : 329-342
26	<u>CRISE SECURITAIRE ET INSECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS DANS LA COMMUNE DE KAYA AU BURKINA FASO</u> Dobéni Abdoulaye DOFINI, Dayangnéwendé Edwige NIKIEMA, Pawendkigou Isidore YANOOGO N° Page : 343-356
27	<u>IMPACT DES VARIATIONS CLIMATIQUES SUR LA CULTURE DU RIZ DANS LA REGION DE GBÊKÊ : ANALYSE DU BILAN HYDRIQUE PAR FACETTE TOPOGRAPHIQUE</u> Christian Michel LATH, Saï Pou SOUMAHORO, Kouakou Jonathan GNIAMIEN N° Page : 357-371
28	<u>COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE : QUEL PROFIL INSTITUTIONNEL DES ONG DE BOUAKÉ ? (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> SILUE Yessongui Lucien, KOUAKOU Bah N° Page : 372-386
29	<u>VALORISATION DE BIOGAZ DANS LES UNITES DE TRANSFORMATION DU MANIOC EN GARI DANS LA COMMUNE DE KETOU AU SUD BENIN</u> Cyrille TCHAKPA N° Page : 387-395
30	<u>L'EXPLOITATION ARTISANALE DU GRAVIER PAR LES FEMMES, DANS LA VILLE DE TAHOUA</u> IBRAHIM Younoussi N° Page : 396-409
31	STRATEGIES DE GESTION DURABLE DE LA FILIERE SEL DANS LES TERROIRS DE BASSE ET MOYENNE CASAMANCE (SUD DU SENEGAL) COLY Kémo, SANE Yancouba, FALL Aïdara Chérif Amadou Lamine, DIOP Mame Diarra N° Page : 410-422
32	<u>RESEAUX, DYNAMIQUES MIGRATOIRES ET INTEGRATION SOCIOÉCONOMIQUE DES RESSORTISSANTS BURKINABÉS VERS/À ABIDJAN</u> Konan Talibet Kouacou Yves-Rhodrigue, KOUADIO Datté Anderson, Aloko-N'Guessan Jérôme N° Page : 423-437
33	<u>PRATIQUES D'AMENAGEMENT : ENTRE DIVERSITE ET HOMOGENEITE VEGETALE SUR LES SITES ETUDIÉS DE BADAGUICHIRI, NIGER</u> Sala Harouna Yanoussa, Bahari Ibrahim Mahamadou N° Page : 438-452
34	BONNES PRATIQUES A PRENDRE EN COMPTE POUR MONTER UN SYSTEME DURABLE EN APICULTURE DANS LE NORD-BENIN Estelle Carine F. AKPOVO, Euloge OGOUWALE, Pocoun Damè KOMBIENOU N° Page : 453-467
35	<u>GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES EN EAU DU SOUS-BASSIN DE SISSILI (LAN ET KONZIO) AU BURKINA FASO</u> Fatimata SANOGO, Fatoumata KABORE, Ignace BAGRE, Blami DIALLO

	N° Page : 468-480
36	<u>HERITAGES COLONIAUX ET EVOLUTION DES MODES DE GESTION DES RESERVES DE FAUNE DE BONTIOLI, BURKINA FASO</u> SOME Touobèwèrè Noël N° Page : 481-492
37	<u>EFFETS ENVIRONNEMENTAUX DES SYSTÈMES DE PRODUCTION AGRICOLE DANS LA COMMUNE DE DJIDJA AU SUD BÉNIN</u> GUEDENON Dèhou Janvier, DOVONOU Sègbégnon Nicole, IDRISOU Akim Babatoundé, GIBIGAYE Moussa N° Page : 493-507
38	<u>HABITAT ET EXPOSITION A LA CHALEUR : ANALYSE COMPARATIVE DES QUARTIERS PRECAIRES ET RESIDENTIELS A ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)</u> Salif Sangare, Brama Kone, Adja Ferdinand Vanga, Etienne Yao Kouakou, Madina Doumbia, Iba Dieudonné Dely, Guéladio Cissé N° Page : 508-519
39	<u>OCCUPATION DU SOL ET CONFORT THERMIQUE EN MILIEU TROPICAL URBAIN : UNE ANALYSE SPATIALE DES JOURNEES CHAUDES A ABIDJAN</u> Yao Anicet ZOUZOU, Iba Dieudonné DELY, Brama KONE, Madina DOUMBIA, Bernard Ossey YAPO, Guéladio CISSÉ N° Page : 520-534
40	<u>ALIMENTATION DES POPULATIONS EN PERIODE DE SOUDURE DANS LA SOUS-PREFECTURE DE SIRASSO (région du Poro)</u> YEO Bèh N° Page : 535-547
41	<u>PERCEPTION PAYSANNE DES POTENTIALITÉS FERTILISANTES DES LIGNEUX DANS LE SYSTÈME PARCS AGROFORESTIERS DE KOKOLOGHO (PROVINCE DU BOULKIEMDÉ : BURKINA FASO)</u> Joël OUEDRAOGO, Frédéric BATIONO, Zelbié BASSOLE, Yélézouomin Stéphane Corentin SOME No Page : 548-559
42	<u>TRANSFORMATIONS URBAINES A DIEGONEFLA : CROISSANCE SPATIALE, MUTATIONS SOCIO-ECONOMIQUES ET ENJEUX DE GOUVERNANCE LOCALE</u> N'Dri Ernest KOUADIO, Abou DIABAGATE, Brice Lauria Amani KOUADIO N° Page : 560-574
43	<u>DYNAMIQUE DE LA CULTURE DE L'ANACARDE ET EMERGENCE DES CONFLITS RURAUX DANS LA SOUS-PREFECTURE DE KARAKORO</u> YÉO Watagaman Paul, YÉO Siriki, YÉO Navanhan, Arsène DJAKO N° Page : 575-587
44	<u>VULNERABILITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE DEPARTEMENT DU COUFFO (BÉNIN, AFRIQUE DE L'OUEST)</u> MAMA Justin A., WOKOU Guy, YABI Ibouaïma N° Page : 588-602
45	<u>SAISONNALITÉ CLIMATIQUE ET PRÉVALENCE DU PALUDISME DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE SAMANZA (EST DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> KOFFI Kouadio Achille, KOFFI Kan Alexis, KOUASSI Yao Dieudonné N° Page : 603-617
46	<u>DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES COMMERCIALES INFORMELLES ET MUTATIONS DU PAYSAGE URBAIN DE YAMOOUSSOKRO EN CÔTE D'IVOIRE</u> Moussa KONE N° Page : 618-628

47	<u>CONTRAINTES A LA GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES PROJETS D'AMENAGEMENTS HYDROAGRIQUES A ADJOHOUN DANS LA BASSE MOYENNE VALLEE DE L'OUEME AU BÉNIN</u> BASSAOU Razakou, ISSA Mama-Sanni, DJESSONOU Sèngla Franco-Néo Camus, OGOUWALÉ Euloge N° Page : 629-642
48	<u>CONTEXTE DE L'AVÈNEMENT DES EXPLOITATIONS AURIFÈRES SEMI MÉCANISÉES EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DE L'EXPLOITATION ILLÉGALE DE LA MINE DE PAPARA</u> DOH Franck Thibaut, KONAN Hyacinthe Kouame N° Page : 643-655
49	<u>ENSEIGNANT ROBOT ET RESPONSABILISATION DU SUJET APPRENANT</u> KOUASSI Kouakou Valère N° Page : 656-669
50	<u>STRATEGIES DE GESTION DURABLE DE LA FILIERE SEL DANS LES TERROIRS DE BASSE ET MOYENNE CASAMANCE (SUD DU SENEGAL)</u> COLY Kémo, SANE Yancouba, FALL Aïdara Chérif Amadou Lamine, DIOP Mame Diarra N° Page : 670-681
51	<u>REGARD CRITIQUE SUR LA TYPOLOGIE DES PRODUITS UTILISÉS DANS L'ACTIVITÉ DE TEINTURERIE ARTISANALE DE BAZIN ET RISQUES SANI TAIRES : CAS DU QUARTIER HABITAT-EXTENSION, DANS LA COMME D'ADJAMÉ (CÔTE D'IVOIRE)</u> SYLLA Yaya N° Page : 682-691
52	<u>SAISONNALITÉ CLIMATIQUE ET PRÉVALENCE DU PALUDISME DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE SAMANZA (EST DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> KOFFI Kouadio Achille, KOFFI Kan Alexis, KOUASSI Yao Dieudonné N° Page : 692-705
53	<u>INEGALITES DE GENRE ET ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE DES FEMMES RURALES DE LA SOUS-PREFECTURE DE SOUBRE (COTE D'IVOIRE)</u> Akotto Urich Odilon ASSI N° Page : 706-716
54	<u>DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET MOBILITÉ URBAINE DANS UNE LOCALITÉ EN MUTATION : LE CAS DE NAPIÉLÉDOUGOU (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> KOFFI Lath Franck-Éric N° Page : 717-728
55	<u>PH, CONDUCTIVITÉ ÉLECTRIQUE ET GRANULOMÉTRIE DES SOLS AGRICOLES APRÈS AMÉNAGEMENTS DU MARIGOT DE BIGNONA AU SENEGAL</u> Léopold Mougabie BADIANE, Babacar Sadikh YATTE, Boubou Aldiouma SY, Adrien COLY N° Page : 729-742
56	<u>CADRES LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE DE L'ACCÈS AU FONCIER ET À L'IMMOBILIER À N'DJAMÉNA AU TCHAD : ENTRE NORMES FORMELLES ET PRATIQUES INFORMELLES</u> Labary KIRBÉ, N'Dilbé TOB-RO, Ernest HAOU N° Page : 743-757
57	<u>LES IMPACTS DE LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2023 SUR LES ACTIVITES TOURISTIQUES EN COTE D'IVOIRE</u> KLO Fagama N° Page : 758-767
58	REVENU, GENRE ET TERRITOIRE : LES LEVIERS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE

	<p><u>L'ACTION CLIMATIQUE DES MÉNAGES RIVERAINS DE LA FORÊT DE WARI-MARO AU BÉNIN</u> Raïssa Chimène JEKINNOU, Maman-Sani ISSA, Moussa WARI ABOUBAKAR N° Page : 768-777</p>
59	<p><u>USAGE DES MEDIAS SOCIAUX DANS LA COMMUNICATION PUBLIQUE DU DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN EN COTE D'IVOIRE.</u> OKOU DENIS ROMEO BOLOU N° Page : 778-790</p>
60	<p><u>LA MASSIFICATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PUBLIC DANS LA VILLE DE BOUAKE</u> Amenan Justine KOUADIO, Zady Edouard ZOGBO, Konan KOUASSI, Arsène DJAKO N° Page : 791-783</p>
61	<p><u>DYNAMIQUES DES PRESSIONS ANTHROPIQUES ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX MULTI-SOURCES DANS LES RETENUES D'EAU DU DISTRICT DES SAVANES (CÔTE D'IVOIRE) : DE LA CONTAMINATION PHYSICO-CHIMIQUE À L'IMPASSE DE LA POTABILISATION</u> Klo Lydie KONE, Pébanagnanan David SILUE N° Page : 784-798</p>
62	<p><u>ATTITUDES ET PRATIQUES DES USAGERS DE DEUX-ROUES MOTORISÉS À OUAGADOUGOU : UN DÉFI POUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE</u> Stanislas Marie Maximilien BAMAS N° Page : 799-813</p>
63	<p><u>ANALYSE DES RISQUES SANITAIRES ET PREVALENCE DES PATHOLOGIES ENVIRONNEMENTALES CHEZ LES CONSOMMATEURS DE LA VIANDE DE PORC DANS LA COMMUNE DE YOPOUGON (CÔTE D'IVOIRE)</u> Mathieu Gnanké NIAMKE N° Page : 814-822</p>

USAGE DES MEDIAS SOCIAUX DANS LA COMMUNICATION PUBLIQUE DU DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN EN COTE D'IVOIRE.

USE OF SOCIAL MEDIA IN PUBLIC COMMUNICATION IN THE AUTONOMOUS DISTRICT OF ABIDJAN, IVORY COAST

OKOU DENIS ROMEO BOLOU, *Université de Bondoukou*, 0777414713, denis.okou@ubkou.edu.ci
ORCID iD: 0009-0000-2286-6591

Résumé

La communication des collectivités à l'ère numérique transforme la relation avec les citoyens. Elle exige une approche multicanale (sites web, réseaux sociaux, applications mobiles) favorisant la proximité, l'accessibilité des services publics et la participation citoyenne, tout en devant lutter contre la fracture numérique. Le district Autonome d'Abidjan n'est pas en reste. Cette étude vise à explorer l'usage le média social Facebook dans la communication publique du District Autonome d'Abidjan. La problématique soulevée se formule ainsi : comment la page Facebook est-elle utilisée dans le cadre de la communication publique du District Autonome d'Abidjan ? L'objectif de cette étude est d'analyser l'usage du media social Facebook dans la communication du District Autonome d'Abidjan. Cette recherche s'est inscrite dans une approche mixte convoquant la méthode qualitative et quantitative. Et comme outils de recherche, le guide d'entretien adresse au responsable de la communication du District, le questionnaire adressé aux citoyens du district d'Abidjan, la recherche documentaire et l'observation ont été mobilisés. Dans ce cadre, le District utilise sa page Facebook comme un outil essentiel pour diffuser des informations locales à destination de sa population. Par ailleurs, une interaction significative est observée entre la page et les internautes, favorisant un échange actif et dynamique.

Mots-clès: Réseaux sociaux, collectivité territoriale, communication publique, usage, District.

Abstract

Local government communication in the digital age is transforming the relationship with citizens. It requires a multi-channel approach (websites, social networks, mobile applications) that fosters proximity, accessibility of public services, and citizen participation, while simultaneously addressing the digital divide. The Autonomous District of Abidjan is no exception. This study aims to explore the use of the social media platform Facebook in the public communication of the Autonomous District of Abidjan. The central question is: how is the Facebook page used in the public communication of the Autonomous District of Abidjan? The objective of this study is to analyze the use of the social media platform Facebook in the communication of the Autonomous District of Abidjan. This research employs a mixed-methods approach, combining qualitative and quantitative methods. The research tools used included an interview guide for the District's communications officer, a questionnaire administered to citizens of the Abidjan District, documentary research, and observation. In this context, the District uses its Facebook page as an essential tool for disseminating local information to its residents. Furthermore, significant interaction is observed between the page and its users, fostering an active and dynamic exchange.

Keywords: Social networks, local authority, public communication, usage, District.

Introduction

Avec plusieurs centaines de millions d'utilisateurs, les outils numériques, en particulier les médias sociaux, se sont rapidement imposés comme des canaux de communication essentiels

pour la majorité des internautes (KAPLAN A. & HAENLEIN L. 2010). Les entreprises ont rapidement investi le domaine d'Internet avec l'émergence des médias sociaux, entraînant une transformation radicale de la communication organisationnelle (MANGOLD G. et FAULDS. J., 2009, p337). C'est là l'une des missions principales des collectivités territoriales sur ces médias. Grâce à la portée de diffusion de ces outils, les administrations peuvent se faire entendre par la population, améliorer leur image et atteindre de nouvelles cibles, notamment le grand public et, en particulier, les jeunes (MERGEL. T, 2013, p 76).

La communication via les médias sociaux, qui est une forme de communication publique, est utilisée par les organisations ou entités publiques, en particulier les collectivités territoriales, pour atteindre divers objectifs tels que la transparence, la participation et la collaboration (MEIJER. T & THAENS. M., 2013, p154). L'utilisation des médias sociaux par les collectivités territoriales comme moyen de communication publique souligne l'interactivité et la co-construction de la valeur publique qui existent entre ces collectivités et les citoyens (BRYER. S & COOPER G., 2012, p 95). Pour ces raisons, les stratégies adoptées par les collectivités sur les médias sociaux doivent être alignées sur les attentes de leurs citoyens (BONSON E. et al., 2012, p132)

Ces dernières années, les usages du web dans la communication ont évolué et continuent de croître. L'émergence du web social a considérablement modifié la manière dont Internet était utilisé, favorisant davantage d'échanges et d'interactions entre internautes, notamment grâce à l'essor des médias sociaux (BOYD E. & ELLISON A., 2007, p215). Le web 2.0 permet ainsi aux utilisateurs de s'approprier de nouveaux outils pour basculer d'un statut de simple consommateur à celui de producteur de contenus numériques ("prosumer"), via des wikis, des blogs, des partages de vidéos ou de photographies (O'REILLY T., 2005, p 176)

Les organisations ont rapidement compris l'importance d'investir dans la sphère Internet, en commençant par créer des sites de présentation de leurs produits, puis en entrant dans le web 2.0 en donnant la parole aux consommateurs. En ce qui concerne les collectivités territoriales, leur intégration dans le web a été plus lente, en raison de leur nature publique. Certaines d'entre elles n'ont toujours pas de site Internet à ce jour.

Plus récemment, les réseaux sociaux ont pris d'assaut le web 2.0 et continuent de gagner en popularité auprès des utilisateurs. Étant des acteurs clés de la vie de leurs citoyens, les collectivités territoriales ont tout intérêt à se pencher sur ces nouveaux outils de communication. Malgré un certain retard, elles consacrent de plus en plus de temps et de budget à la création de sites Internet et de réseaux sociaux, notamment en recrutant des chargés de communication digitale ou des community managers. Cependant, certaines demeurent réticentes à investir dans les réseaux sociaux, peut-être par crainte de recevoir des commentaires négatifs, de mal gérer ces outils ou de nuire à leur réputation en ligne.

Notre recherche aborde la problématique de la communication par les médias sociaux au sein des collectivités territoriales, en se concentrant principalement sur le District Autonome d'Abidjan (DAA).

Il serait donc intéressant de se demander quel usage des médias sociaux est fait par le District Autonome d'Abidjan dans sa stratégie de communication ?

Et nous partons de l'hypothèse que la communication par les médias sociaux permet au District Autonome d'Abidjan d'avoir de la visibilité afin d'attirer les investisseurs en son sein. L'objectif de cette étude est d'analyser l'usage du media social Facebook dans la communication du District Autonome d'Abidjan

Pour traiter cette thématique de recherche, l'étude s'est inscrite dans une approche mixte convoquant la méthode qualitative et quantitative. Et comme outils de recherche, le guide d'entretien adresse au responsable de la communication du District, le questionnaire adressé aux citoyens du district d'Abidjan, la recherche documentaire et l'observation ont été mobilisés. Nous avons reparti notre travail en en trois parties. Nous présenterons d'abord le cadre théorique ensuite méthodologique de notre recherche, les résultats et enfin terminer avec la discussion des résultats.

1. Cadre théorique de la recherche

1.1. Approche conceptuelle

1.1.1. La communication publique

La communication publique est un domaine particulièrement important pour les collectivités territoriales. Elle est une communication d'intérêt général et s'adresse à toute la population. Selon ZEMOR P. (1995, p 76), la communication publique se définit telle que "la communication formelle qui tend à l'échange et au partage d'informations d'utilité publique, ainsi qu'au maintien du lien social, et dont la responsabilité incombe à des institutions publiques" (ZEMOR P., 1995, p76)

La communication publique va se détacher de la communication politique, commerciale ou de publicité, et va plutôt toucher aux domaines de la vie quotidienne. Elle va être assurée par des professionnels travaillant au service d'institutions et va donc contribuer au bon fonctionnement du service public.

BESSIERES D. (2009, p135) Dominique BESSIERES, lui, définit la communication publique comme "un échange intermittent entre une logique unilatérale hiérarchique institutionnellement dominante et un contact des usagers avec l'administration. Ainsi, la communication publique est très majoritairement à sens unique, avec d'un côté des gouvernants qui disposent en permanence de moyens d'action communicationnels institutionnels et d'un autre côté des gouvernés qui n'expriment leur volonté que sporadiquement (BESSIERES D., 2009, p135).

Cette définition diffère de celle de Pierre ZEMOR ZEMOR P. (1995, p77) qui, quant à elle, montre un certain lien social et une certaine interactivité avec les populations. En effet, les objectifs de la communication publique selon Pierre ZEMOR sont d'informer, d'être à l'écoute des attentes et des interrogations, de contribuer à la relation sociale et enfin d'accompagner les changements tant comportementaux que d'organisation sociale (ZEMOR P. 1996, P67).

Cela nous montre que la communication publique a tout simplement les mêmes finalités que celle d'une institution. Elle doit rendre compte et faire savoir au citoyen, être attentive à ses attentes, le prendre en considération en tant qu'acteur et appuyer sur son sentiment d'appartenance. En effet, la collectivité territoriale a pour objectif principal d'améliorer les conditions de vie des populations et c'est cette communication qui va permettre de lui transmettre les messages sur l'évolution de son territoire. Les cibles de cette communication ne sont pas uniquement les citoyens mais également les agents des collectivités, les touristes ainsi que les entreprises.

1.1.2. Les réseaux sociaux, outils de communication digitale

En sciences sociales, un réseau social correspond à un site web ou une application mobile facilitant les interactions sociales. Il permet de créer un réseau de connaissances, d'amis ou de contacts professionnels, offrant la possibilité d'échanger en temps réel (MERCKLE T., 2016, p46)

Lorsque l'on parle de réseaux sociaux dans le domaine de l'Internet, cela renvoie à un certain usage social du web et peut donc se définir comme un ensemble de moyens en ligne, tels que des sites, mis en place pour relier des personnes morales ou physiques entre elles.

Ces derniers constituent donc des sites internet sur lesquels les utilisateurs peuvent se créer eux-mêmes une page personnelle et partager des contenus tels que des photos, des vidéos, des articles ou encore des publications avec leur réseau d'amis et leur communauté.

Malgré ce début en 1995, il faut attendre 2004 pour que ce phénomène de réseau social débute une croissance vertigineuse. En effet, dans son ouvrage intitulé « La sociologie des réseaux sociaux », Pierre MERCKLE nous l'explique : "Lancé sur le campus de l'université Harvard par Mark ZUCKERBERG, Facebook était à l'origine le réseau social des étudiants et des diplômés, alors que MySpace était celui des moins instruits, mais cette origine estudiantine et bourgeoise s'est progressivement dissoute dans un succès à l'échelle planétaire qui dépasse les frontières de classes " (PIERRE M., 2022, p36).

Ces réseaux sociaux, désormais planétaires et utilisés en masse, sont devenus des outils de création de lien social mais également des espaces où naît la construction de soi sous le regard des autres, comme nous le montre Pierre MERCKLE : “Il ne fait guère de doute que le développement d’Internet, de la communication interpersonnelle de masse et des réseaux sociaux en ligne a pu sensiblement affecter les modes les plus contemporains d’articulation et de communication”.

2. Elaboration de la revue de littérature

3.1. Les contributions du Web

Le terme de « nouvel esprit » évoque le livre de Luc Boltanski et Eve Chiapello, intitulé « Le nouvel esprit du capitalisme » (1999), qui peut être défini comme l’idéologie justifiant l’engagement dans le capitalisme. Cette œuvre illustre comment le capitalisme a su absorber et atténuer les critiques qui lui sont adressées, facilitant ainsi l’implication des acteurs sociaux. BLONDIAUX L. (2008, p45) , dans son ouvrage « ~~Le nouvel esprit de la démocratie~~ » (2008), prolonge cette réflexion en démontrant comment la démocratie évolue en intégrant ces critiques, devenant ainsi plus participative et délibérative, ce qui permet aux citoyens de renouer avec des valeurs démocratiques.

Dans cette contribution, nous souhaitons montrer que la communication publique connaît également son propre « nouvel esprit » (BLONDIAUX L., 2008, p39). Nous avançons l’hypothèse selon laquelle le développement des outils de communication numérique constitue un vecteur de transformation profonde de la communication publique traditionnelle (GARDERE V. & BESSIERES B., 2020, p125). Ces outils permettent aux organisations de répondre aux attentes des citoyens en matière de proximité, de transparence sur l’activité et de rationalité des services (OLLIVIER. Y, 2000, p36). Répondre à ces exigences est crucial pour maintenir une relation de confiance entre les institutions publiques et les citoyens (ALDRIN. P et al., 2013, p75). De plus, Internet représente un moyen pour les collectivités de garder le contrôle sur leur communication et de réussir à proposer leur propre récit (CHARRON. H, 2014, p87).

Internet est un réseau qui favorise les échanges interpersonnels à grande échelle. L’individu y occupe une place centrale, et les interactions sur le web, notamment à travers les réseaux sociaux, résultent d’actions individuelles qui peuvent s’organiser autour de thématiques communes (GARDERE E, 2020). Pour capter l’attention du public, il est essentiel de susciter l’interaction en répondant aux intérêts des internautes (BONNET. J et al., 2010).

3.2. La mise en visibilité de l’activité des collectivités

Le principal outil permettant de saisir rapidement le discours d’une ville en ligne reste son site internet, et plus particulièrement sa page d’accueil. Accessible par une simple recherche sur un moteur, ce site sert de vitrine pour l’institution, valorise ses actions et occupe une place essentielle dans les dispositifs de communication des organisations publiques. Pour mieux comprendre son importance, nous allons analyser les sites internet de trois grandes villes françaises : Paris, Bordeaux et Toulouse, en nous concentrant sur la conception de leurs pages d’accueil et leurs stratégies éditoriales.

La communication publique nécessite un design spécifique pour transformer le message de la collectivité et inclure les citoyens, afin de leur offrir un contenu attrayant et un service public de qualité. Le design des sites est donc crucial, avec une attention particulière portée à l’organisation des contenus par thèmes, facilitant ainsi la navigation pour les citoyens. L’objectif est d’inciter ces derniers à s’intéresser au site pour qu’ils puissent ensuite accéder aux informations qui les concernent. Cela implique d’anticiper leurs attentes et de les intégrer

dans le dispositif. Ainsi, la page d'accueil, en tant que premier point d'accès, révèle les informations que les collectivités souhaitent transmettre.

Pour les trois villes étudiées, la page d'accueil de Paris présente une structure classique en trois colonnes, tandis que Bordeaux et Toulouse optent pour une mise en page en deux colonnes, avec à certains endroits des subdivisions, permettant ainsi une lecture fluide de l'actualité.

3. L'élaboration du cadre de référence : la théorie des usages et de la gratification

La théorie des usages et des gratifications (*Uses and Gratifications*), élaborée à l'origine par Ktz et Blumler et et McQuail et al., postule que les individus utilisent les outils numériques de manière active pour satisfaire leurs besoins et désirs. Dans le cas de la communication par les médias sociaux dans les collectivités territoriales, cette approche permet de comprendre comment les plateformes numériques sont mobilisées pour interagir avec les citoyens (Bartoletti et Faccioli, 2016, p 58).

Les usages des outils numériques dans ce contexte peuvent être multiples :

- Au niveau de la participation citoyenne : les outils numériques encouragent l'engagement démocratique. Les plateformes en ligne telles que Facebook, X ou Instagram permettent aux citoyens de donner leurs avis sur les projets locaux, de proposer des idées ou de signaler des problèmes (NABATCHI K. et MERGEL F., 2010, p85).
- Au niveau communicationnel : ces outils permettent de communiquer plus efficacement en diffusant des informations sur les événements locaux et les projets en cours. Dans les collectivités territoriales, et plus particulièrement au sein du District Autonome d'Abidjan, les médias sociaux, les sites web et les applications mobiles constituent des canaux privilégiés pour maintenir un lien de proximité avec les administrés.
- Au niveau de l'administration et de la gestion des ressources humaines : ces outils améliorent l'efficacité interne de la collectivité. L'utilisation de logiciels spécialisés (gestion des absences, paie, recrutement numérique) permet de simplifier et d'optimiser les processus administratifs.

4. Cadre méthodologique de recherche

Pour traiter cette thématique de recherche, l'étude s'est inscrite dans une approche mixte convoquant la méthode qualitative et quantitative. Comme outils de recherche, le guide d'entretien adresse aux responsables de la communication du District, le questionnaire adressé aux citoyens du district d'Abidjan, la recherche documentaire et l'observation ont été mobilisés

Cette méthode est choisie car elle permet d'adapter la recherche selon les besoins précis de l'étude, en sélectionnant les approches les plus adéquates pour chaque question de recherche, tout en associant la rigueur des données quantitatives à la richesse des analyses qualitatives. En outre, cette approche constitue pour nous un moyen efficace pour valider les hypothèses de notre étude.

Cependant, la collecte de données étant un élément clé de notre recherche, l'analyse quantitative exercera une influence majeure car c'est le modèle de collecte qui paraît assurer des résultats plus fiables.

Le dispositif technique employé est le questionnaire, qui a mis le citoyen au centre de notre réflexion pour repenser sa relation avec son district à l'ère du numérique.

Nous avons visé à réaliser une analyse sur le rôle du numérique dans la sphère politique pour encourager de nouvelles méthodes d'engagement des citoyens dans le processus décisionnel public.

Ce sondage a concerné un échantillon représentatif de 650 individus vivant dans le District Autonome d'Abidjan, avec 50 personnes par commune. En ce qui concerne l'échantillonnage, il s'agit d'un échantillonnage par convenance à cause de la disponibilité, de la proximité géographique et de la facilité d'accès des enquêtés.

Pour obtenir des résultats concrets, nous avons sélectionné les citoyens de la ville comme cible externe selon la méthode par convenance et 5 agents travaillant à la direction de la communication au sein du District Autonome d'Abidjan comme cible interne.

Dans le but de valider notre question de départ, nous avons réalisé notre pré-enquête en pratiquant des entretiens avec des agents de la Direction de la Communication du District Autonome d'Abidjan.

La population mère de notre étude est composée exclusivement de citoyens vivant dans le district d'Abidjan pendant 3 ans.

Pour mener efficacement notre recherche sur l'usage d'un réseau social dans la communication publique du District Autonome d'Abidjan, nous avons interrogé un échantillon représentatif au profil suivant notamment ceux qui consomment le contenu sans interagir, ceux qui se sont désinscrits ou inactifs de la page officielle Facebook du District pour identifier les freins, les frustrations ou les motifs de départ. Et enfin Les modérateurs et administrateurs de la page officielle Facebook : Pour connaître les enjeux de sécurité, de modération et de gestion des communautés.

L'enquête s'est déroulée du 14 Octobre 2025 au 08 Février 2026

Elle s'est faite à l'aide de questionnaires.

Les difficultés se sont essentiellement résumées à l'indisponibilité, la réticence et le refus de certains agents à répondre aux questionnaires nous obligeant à repasser à plusieurs reprises pour les solliciter.

Pour surmonter ces difficultés, nous avons sensibilisé le personnel sur l'importance de notre étude pour le bien de tous. Aussi, avons-nous pris des rendez-vous avec la hiérarchie pour avoir l'adhésion des agents et soumettre le questionnaire (Tableau 1)

Tableau 1 : Répartition des enquêtes en fonction des communes

Communes du Districts autonome d'Abidjan	Nombre de personnes interrogées
Abobo	50
Adjamé	50
Marcory	50
Koumassi	50
Plateau	50
Treichville	50
Cocody	50
Port-Bouët	50
Attécoubé	50
Yopougon	50
Anyama	50
Bingerville	50
Songon	50
Total	650

Source : OKOU Romeo, Octobre 2025.

5. Présentation du District Autonome d'Abidjan

Abidjan, petit village Ebrié, a été érigé en commune en 1835 et dirigé par les colons. Le 23 octobre 1915, il devient une commune mixte dirigée par un Administrateur d'Etat Civil (Maire). C'est seulement le 18 novembre 1955 qu'il devient une commune de plein exercice. Son premier Maire fut Monsieur Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

La loi n° 80-1180 du 17 octobre 1980, confère à Abidjan le statut de Ville avec en son sein dix (10) communes (Abobo, Adjamé, Attécoubé, Cocody, Koumassi, Marcory, Plateau, Port-

Bouët, Treichville et Yopougon). Au début des années 2000, la loi n° 2001-478 a érigé la Mairie d'Abidjan en District pour soutenir les actions de développement du Gouvernement ivoirien. Aussi, pour renforcer son ancrage dans la politique ivoirienne de développement, la loi n° 2014-453 du 05 Août 2014, portant statut du District Autonome d'Abidjan, lui confère plus d'autonomie financière et renforce aussi bien sa personnalité juridique que sa capacité d'intervention sur son ressort territorial. Le nombre de communes passe alors de dix (10) à treize (13) avec l'insertion des communes d'Anyama, Bingerville, et Songon.

Carte de localisation du District autonome d'Abidjan



Source : Données Géographique 2026 Google

L'actuel Ministre, Gouverneur du District Autonome d'Abidjan est Monsieur Ibrahima CISSE BACONGO, nommé le 27 décembre 2023.

La page Facebook du DAA compte 33 967 followers au 04 Octobre 2024 et est alimentée régulièrement par la Direction de l'Information et de la Communication du DAA, avec un descriptif détaillé de toutes les activités menées par le District Autonome d'Abidjan et son Ministre, Gouverneur. On constate cependant peu de commentaires aux différents posts, et très peu de réponses et de partages.

Page Facebook du District Autonome d'Abidjan



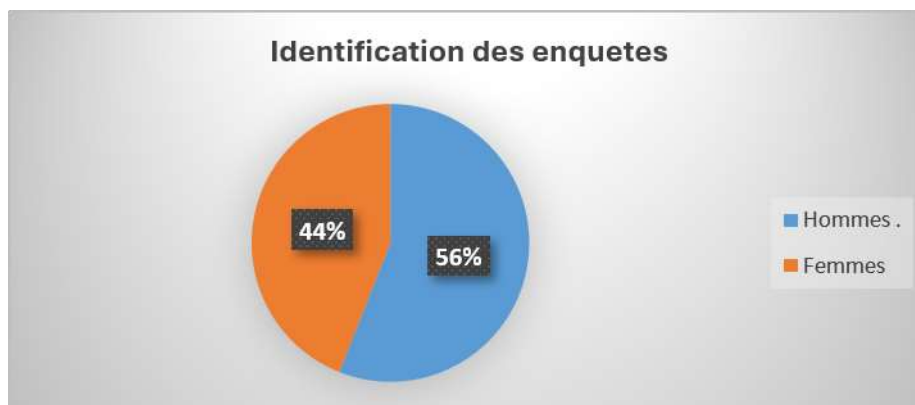
Source : Page officielle du District Autonome d'Abidjan
(https://web.facebook.com/Hoteldudistrict/?locale=fr_FR&rdc=1&rdr#)

6. Présentation des résultats

Il s'agit de présenter, de manière claire et structurée, les données brutes et les conclusions tirées de notre étude. Elle permet de transformer une masse d'informations en un message compréhensible et exploitable pour la prise de décision

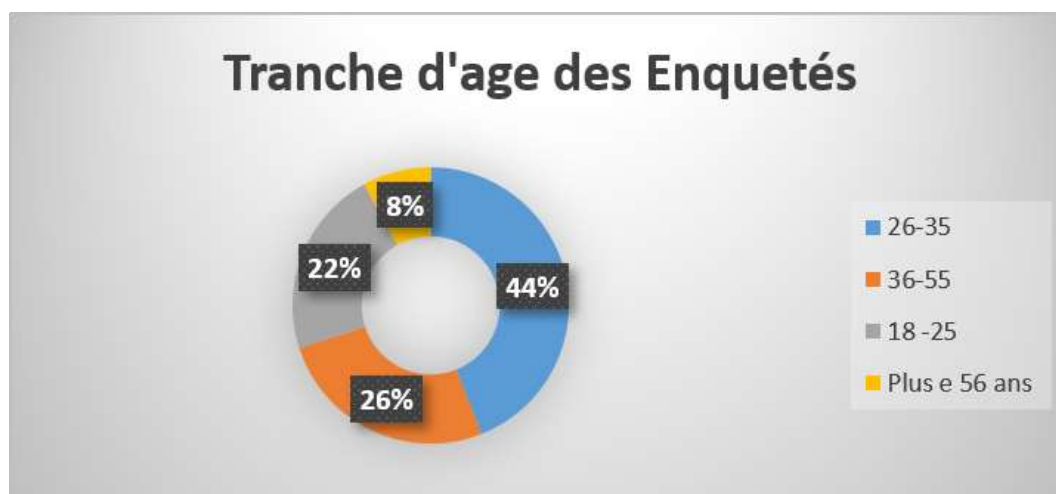
6.1. Identification et informations personnelles

L'identification des enquêtes fait référence aux variables ou questions qui permettent de caractériser les répondants (âge, sexe, profession, etc.).



Source : OKOU Romeo, Octobre 2025

Cette section a pour but d'identifier les caractéristiques de l'échantillon et dresser un profil de chaque sondé sur les plans du genre, de l'âge, de la formation et de la catégorie socioprofessionnelle. Concernant le genre, le taux de réponse des personnes interviewées est divisé entre 56 % d'hommes et 44 % de femmes. Les résultats ont révélé que la tranche d'âge dominante est de 44 % pour les personnes âgées de 26 à 35 ans. 26 % ont un âge qui varie entre 36 et 55 ans, et 22 % représentent la catégorie des personnes ayant entre 18 et 25 ans. Finalement, juste une minorité (soit 8 %) a plus de 56 ans.



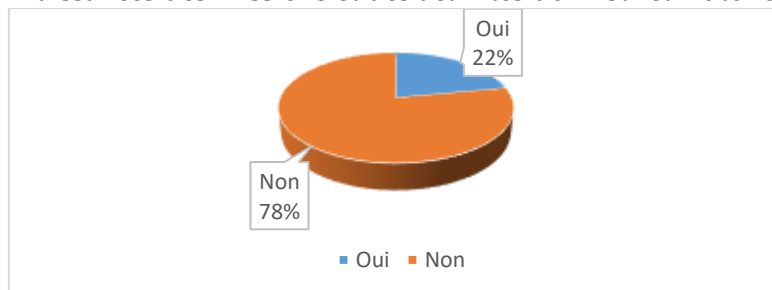
Source : OKOU Romeo, Octobre 2025.

Notre échantillon est composé de quatre catégories socioprofessionnelles (commerçants, employés, retraités et étudiants). Cependant, ils n'ont pas suivi tous, la même formation académique. Les réponses obtenues ont montré que 70 % des interrogés ont un niveau d'études universitaires contrairement aux autres. 22 % ont un niveau secondaire et 8 % n'ont pas poursuivi leurs études au-delà du collège. Nous constatons que la majorité des personnes interrogées ont un niveau universitaire.

6.2. Participation des citoyens à la vie politique du District Autonome d'Abidjan

L'objectif de cette section est de mesurer le taux d'engagement des citoyens dans la vie politique. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu savoir quelles sont les informations que les interviewés détiennent concernant les missions et les activités du District Autonome d'Abidjan :

Figure 1 : Connaissances des missions et des activités du District Autonome d'Abidjan

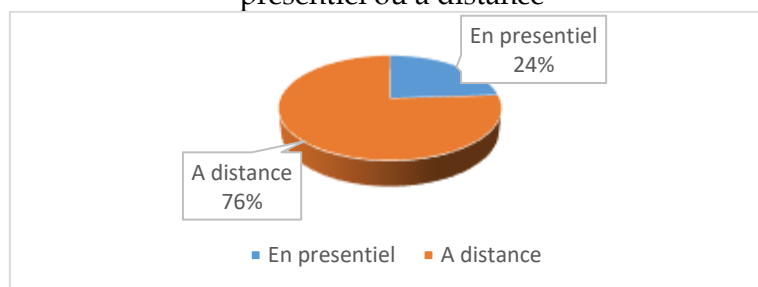


Source : OKOU Romeo, Octobre 2025

Certes, la plupart, soit 78 %, ne sont pas au courant des missions et des activités du District Autonome d'Abidjan, tandis que 22 % sont bien informés. Il s'agit de mesurer le niveau d'intégration de la démocratie participative et de l'engagement du citoyen dans la vie politique locale, en prenant en considération l'importance de la désinformation sur les sociaux.

Il a été judicieux de poser la question aux personnes interrogées sur leur préférence pour participer à des débats lancés par le District Autonome d'Abidjan. Est-ce qu'ils souhaiteraient échanger avec les responsables en personne, c'est-à-dire en contact direct, ou bien préféreraient-ils l'interaction via les plateformes et les commentaires sur les réseaux sociaux ? Les conclusions obtenues ont mis en évidence les pourcentages suivants.

Figure 2 : Participation des citoyens aux débats initiés par le District Autonome d'Abidjan en présentiel ou à distance



Source : OKOU Romeo, Octobre 2025

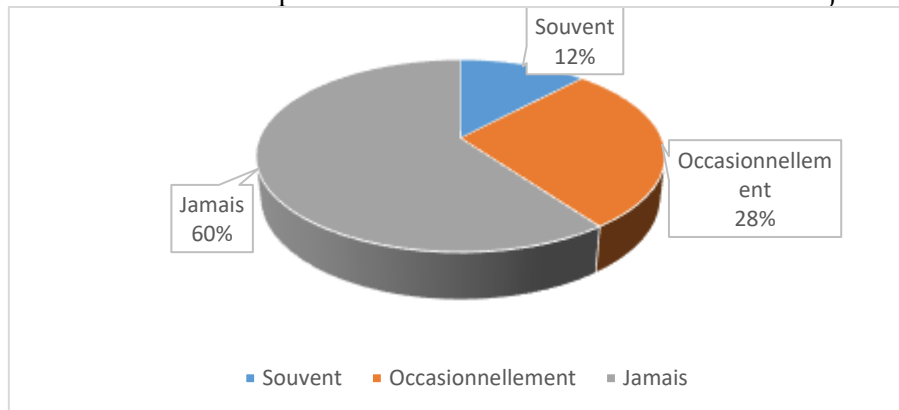
Cette question nous a permis de déterminer le moyen privilégié, selon les citoyens, pour prendre part aux débats initiés par le District Autonome d'Abidjan. Parmi les répondants, 76 % expriment une préférence pour la participation via les réseaux sociaux, en interagissant grâce aux plateformes numériques et aux sections de commentaires. À l'inverse, les 24 % restants préfèrent assister physiquement aux réunions organisées dans les locaux du DAA.

Les deux premières sections mettent en lumière un constat clair : la participation à la vie politique et sociale par le biais du numérique est majoritairement réservée à la jeunesse. Les jeunes générations maîtrisent les outils et canaux de communication liés aux médias sociaux et aux plateformes digitales, ce qui leur donne un rôle central dans le processus de transformation du paysage politique. En effet, le numérique semble être leur terrain de prédilection pour exprimer leur désir d'engagement politique, délaissant les formats traditionnels au profit d'une approche plus moderne et connectée

6.3. Interactions entre le citoyen et le District Autonome d'Abidjan à l'ère du digital

Cette section nous a donné l'opportunité de mettre en relation les outils numériques utilisés au sein du DAA et le degré d'interactivité des responsables avec le citoyen. Il a fallu aussi savoir comment réagissent les sondés avec les publications du District sur le net. Les résultats relevés sont illustrés dans le graphe suivant :

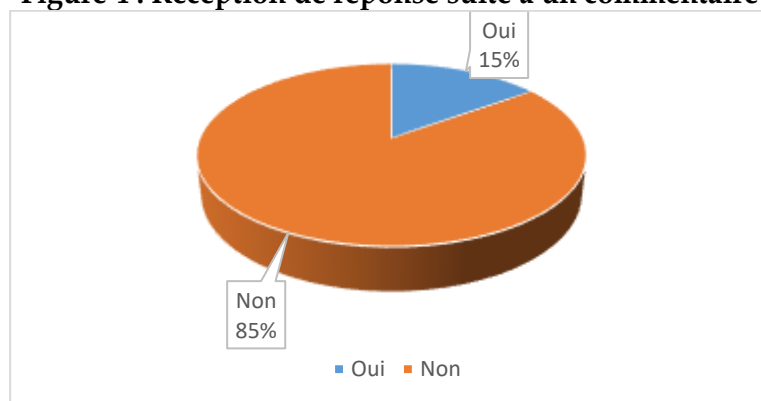
Figure N°3 : Réactions aux publications du District Autonome d'Abidjan sur le net



Source : OKOU Romeo, Octobre 2025

Nous avons pu mesurer le degré de réactivité des citoyens face aux publications du DAA. Il s'est avéré que 28 % confirme avoir réagi occasionnellement, 12 % réagissent souvent alors que la majorité, soit 60 % de la cible, n'a jamais interagi avec le District Autonome d'Abidjan. Il était pertinent de savoir combien de personnes ont reçu une réponse à leurs interrogations. Évidemment, cette question était destinée aux personnes qui ont fait des commentaires sur le net au profit du DAA :

Figure 4 : Réception de réponse suite a un commentaire

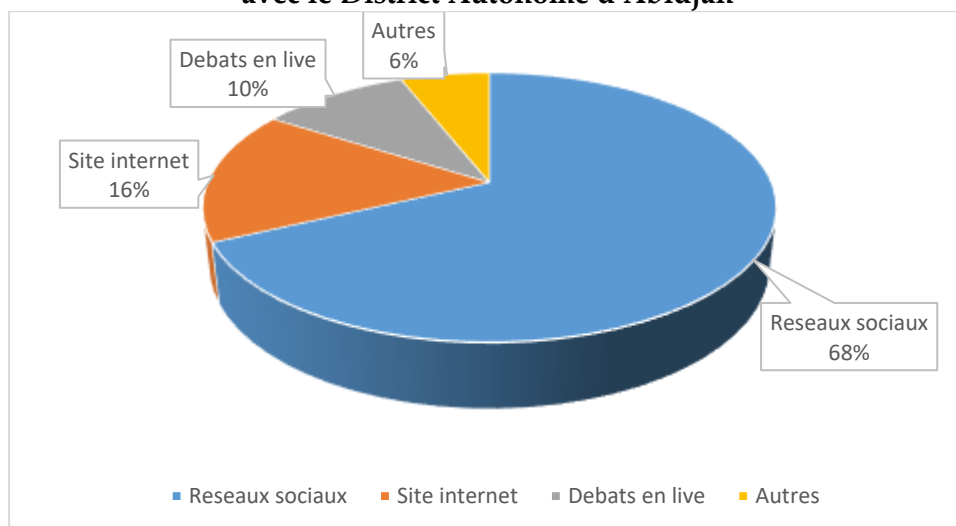


Source : OKOU Romeo, Octobre 2025

85 % des citoyens ont confirmé n'avoir pas reçu de réponse à leurs commentaires. En d'autres termes, juste 15 % des personnes actives sur la toile ont reçu une réponse tandis que le reste, représentant un pourcentage important de 85 %, estime que sa demande n'a pas été traitée via le circuit numérique. Donc, nous en déduisons que le District Autonome d'Abidjan ne prend pas la peine de répondre aux commentaires des citoyens.

Pour inciter le citoyen à être un acteur de la politique locale, nous avons proposé plusieurs outils de communication et lui avons demandé de choisir celui qui permettra d'instaurer une meilleure interaction avec le District Autonome d'Abidjan. En posant cette question à choix multiples avec une ouverture sur « autres », nous avons voulu être à l'écoute du citoyen, lui donner l'occasion de s'exprimer et de proposer d'autres suggestions :

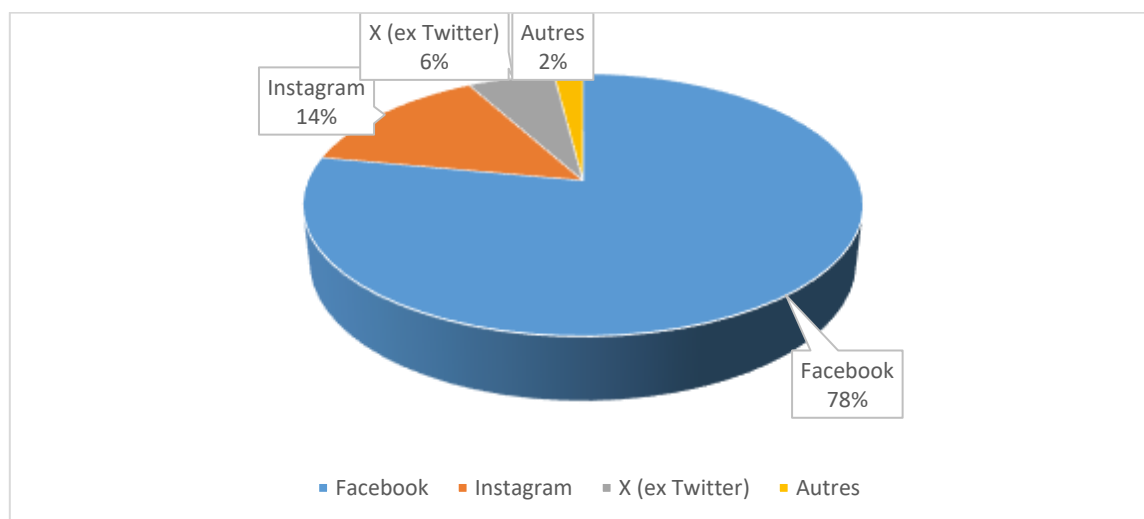
Figure N°5 : l'outil de communication qui permettra d'instaurer une meilleure interaction avec le District Autonome d'Abidjan



Source : OKOU Romeo, Octobre 2025

Lors des réponses collectées, nous avons constaté que la majorité, soit 68 %, a opté pour les réseaux sociaux. 16 % préfèrent interagir avec l'information numérisée par le biais du site internet. Finalement, 10 % de la cible sont beaucoup plus à l'aise avec les débats en live et préfèrent être face à face avec les responsables de l'intérêt public. Du fait que le numérique offre une panoplie de moyens pour communiquer, il était évident d'avoir des avis partagés sur leur utilisation sachant que le choix dépend essentiellement de la maîtrise ou non de l'outil. Nous nous sommes donc proposés de savoir parmi les réseaux sociaux, lequel les citoyens préféreraient-ils utiliser pour une meilleure interaction avec le District Autonome d'Abidjan, d'où la question suivante :

Figure N°6 : Préférence des médias sociaux par les citoyens du District Autonome d'Abidjan



Source : OKOU Romeo, Octobre 2025

Parmi les réseaux sociaux proposés, Facebook s'est largement démarqué avec 78 % d'avis favorables. Instagram et X arrivent loin derrière, en 2^e et 3^e places, avec respectivement 14 % et 6 %. En revanche les autres réseaux sociaux affichent des résultats de 2 %. Autrement dit Facebook est le réseau social le plus utilisé par la population de District Autonome d'Abidjan.

7. Discussion des résultats

Les médias sociaux se sont imposés comme des canaux essentiels pour accéder à l'information, notamment en période de crise. Comme le souligne Dominique Cardon (**DOMINIQUE C.**, 2025, P137) dans ses travaux sur la culture numérique, cette popularité s'accompagne cependant d'une attente accrue quant à la fiabilité des messages diffusés. La priorité doit désormais être donnée à la qualité plutôt qu'à la quantité. Si les fausses informations ne datent pas d'hier, l'essor d'Internet et des réseaux sociaux a considérablement accéléré leur propagation. Face au défi de l'infoc (ou fake news), les collectivités n'ont pas d'autre choix que de s'engager dans cette lutte qui, selon les manuels de l'UNESCO sur la désinformation, commence bien avant toute action de communication. Les professionnels du secteur jouent un rôle clé dans cette mission, mais comme l'observe le sociologue Gérard Bronner (**GERALD B.** 2023, p87), un environnement plus propice émerge grâce à une meilleure éducation aux médias et un esprit critique aiguisé. La réglementation, tout comme l'évolution des comportements des utilisateurs, devrait faciliter la tâche des institutions. Encore faut-il prendre les mesures nécessaires pour mettre en place les bonnes conditions.

L'examen de l'utilisation des réseaux sociaux dans la communication du District Autonome d'Abidjan montre une évolution cruciale : le passage d'une communication unidirectionnelle vers des espaces interactifs tels que Facebook. Malgré la possibilité de proximité, des obstacles demeurent concernant l'interactivité effective, la gestion des crises et la fracture numérique locale.

La discussion se concentre sur ces axes principaux. Tout d'abord, La portée et l'engagement véritable. Les comptes officiels des réseaux sociaux du District attirent un large public d'abonnés dans la capitale économique, mais les analyses révèlent souvent une communication institutionnelle (diffusion d'arrêtés, bulletins d'information) qui suscite peu d'engagement de la part des citoyens. Puis la gestion des fausses nouvelles et des crises. Le District d'Abidjan est souvent la cible ou le lieu de diffusion de fausses informations sur Internet. Les résultats montrent que la lenteur de la communication officielle crée souvent un vide, vite rempli par des rumeurs. La fracture numérique et la représentativité : Même si la population d'Abidjan est très connectée (surtout grâce à la présence dominante du mobile), une part significative des habitants (en particulier dans les zones périurbaines) demeure en dehors de ces médias numériques. Et finalement, le ton et la proximité : il est courant de constater que les citoyens s'attendent à ce que les réseaux sociaux leur fournissent des services et des réponses directes (interventions concernant la circulation, l'assainissement ou les transports). Les résultats mettent en évidence la divergence entre ces attentes et l'approche uniquement informative des services du District.

Conclusion

Il est indéniable que cette étude a mis en lumière l'importance cruciale de la communication territoriale, qui joue un rôle déterminant dans le développement économique, social et politique de la société. En intégrant les technologies de l'information et de la communication (TIC), le District Autonome d'Abidjan adopte une approche politique adaptable, inspirée par un nouvel élan démocratique et participatif. Les avancées numériques ont offert aux citoyens l'opportunité de s'engager dans le débat public, de participer à la prise de décision et de contribuer à la construction de leur territoire.

Le choix d'examiner le District Autonome d'Abidjan a permis de mettre en évidence l'importance de l'utilisation des outils numériques, notamment le réseau social Facebook, dans la diffusion de l'information et l'amélioration des relations entre les dirigeants et les citoyens du DAA. Il est donc possible d'affirmer que l'interaction politique à l'ère numérique constitue un vecteur essentiel de participation et d'émancipation des opinions. Il est désormais impératif de déployer tous les efforts nécessaires pour favoriser son essor.

Malgré la valeur ajoutée de cette recherche et les résultats significatifs obtenus, deux limites doivent être soulignées. D'une part, le nombre de responsables du District ayant participé aux entretiens est restreint, en raison de l'indisponibilité de certains et de la réticence d'autres à collaborer. D'autre part, les réponses fournies lors des entretiens étaient souvent génériques, étant donné que le concept du numérique est relativement récent au sein de la collectivité territoriale.

En centrant notre étude sur l'importance de l'utilisation du numérique dans l'établissement d'une interaction politique entre les citoyens et le District Autonome d'Abidjan, nous avons pu conclure à l'importance incontournable des réseaux sociaux et des TIC dans la promotion d'une démocratie participative citoyenne. En somme, l'omniprésence du numérique dans les domaines économique, politique et social nous incite à réfléchir sur les perspectives d'amélioration de l'image de marque de l'administration publique dans son ensemble.

BIBLIOGRAPHIE

ALDRIN Phillipe et al., 2013, Les mondes de la communication publique. Presses universitaires de Rennes.

ANGERS Maurice, 2025, Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines, casbah, Alger.

BESSIERES Dominique, 2009, La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels, Communication et Organisation n°35

BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, Le Nouvel Esprit du capitalisme, Paris, Gallimard, 1999.

BONNET Jean et al, 2010, Management et communication. Mutations, emprunts et résonances. L'Harmattan

BESSIERES Dominique, 2009, La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels, Communication et Organisation n°35

GARDÈRE Elizabeth & BESSIÈRES Dominique, 2020, Action Publique, communication et management. L'Harmattan.

KRA Kouassi Raymond, 2014, « la communication publique dans les administrations publiques ivoiriennes : Etat des lieux », in communication en question. .

<http://www.comenquestion.com/numero%20special%20PDF/SPECIAL%20COM%20EN%20QUESTION%20KRA%204.pdf> Consulté le 09 Aout 2025 à 18h.

LEFEBVRE Armand, 2005, Les réseaux sociaux : pivot de l'internet 2.0, Edition M21, Paris.

MERCKLE Pierre, 2016, La sociologie des réseaux sociaux, La Découverte, Collection Repères.

MONNOYER-SMITH, Laurence, 2010, Communication et délibération : enjeux technologiques et mutations citoyennes. Hermès-Lavoisier.

OKOU Romeo, 2025, Communication communale et participation citoyenne : Cas de la commune de Koumassi, Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS) (Maroc) ISSN : 2958-8413 Vol. 3, No. 5, Octobre 2025, This is an open access article under the CC BY-NC-ND license, Digital Object Identifier (DOI) : <https://doi.org/10.5281/zenodo.17412480> www.revue-irs.com/index.php/home/article/view/1150/768 Consulté le 15 Décembre 2025

PINONCELY Lalee, 2016, Premiers pas vers le digital : Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn, Toutes les astuces pour vous lancer facilement, Edition Groupe Eyrolles, Paris.

PONCIER Anthony, 2011, Les réseaux sociaux d'entreprise : 101 questions, Edition Diateino.

ZEMOR Pierre, 1995, La Communication publique, Que sais-je ? PUF.

MECKLE Pierre, 2016, Sociologie des réseaux sociaux, Edition la découverte.